



CONSEIL DES TERRITOIRES

MERCREDI 29 SEPTEMBRE 2021

- En visioconférence -

Présents :

Président	Gilles SEZIONALE
Secrétaire Générale	Dominique CUPILLARD
Trésorier Adjoint	Patrick PEREZ

Ligue Bretagne	Bénédicte COMPOIS
Ligue Bourgogne Franche-Comté	Patrick TRIOEN
Ligue Centre Val de Loire	Michel SAUGET
Ligue Corse	Christine ARNOUX
Ligue Grand Est	Stéphane METZGER
Ligue Guyane	Myrtho MANDE
Ligue Guadeloupe	Gérard OLIVARY
Ligue Martinique	Alex BADIAN
Ligue Haut de France	Benjamin MERCIER (Président Délégué)
Ligue Ile de France	Claudie ARNAUD (Vice-Présidente Déléguée)
Ligue La Réunion	Henri FONTAINE
Ligue Normandie	Philippe BRIOUT
Ligue Nouvelle Aquitaine	Marc DEBERGHES
Ligue Occitanie	Bernard DALMON
Ligue Pays de la Loire	Joël PINEAU
Ligue PACA	Dominique LAGIER (Présidente Déléguée)
Présidente CC « Outre-Mer »	Guilène FAUBOURG

Excusés :

Ligue AURA	Jean-Luc MANAUDOU
Ligue Nouvelle Calédonie	Jean-Claude ROBIN
Ligue Tahiti	Michel SOMMERS

Assistent :

Directeur Général	Laurent CIUBINI
Directeur Technique National	Julien ISSOULIE
Directeur Accompagnement Réseaux & Territoires	Basile GAZEAUD
Directeur Développement Pratiques & Santé	Vincent HAMELIN
Responsable Développement et Accompagnement du Réseau Fédéral	Catherine ARRIBE
Responsable des Systèmes d'Information par intérim	Eric BOUTE (en partie)
Responsable INFAN	Cécile GAUFFRETEAU
Responsable de la coordination des instances fédérales	Magali TAPRET
Chargé des formations professionnelles	Vincent VACHERAT

En ouverture, Philippe Briout évoque la difficile période de contexte sanitaire contraint et les indices de reprise encourageants des activités fédérales. Il présente ensuite les différents points de l'ordre du jour avant de passer la parole à Gilles Sézional.

1. – Points d'actualité

Comme il l'a déjà fait lors des derniers Bureau et Comité Directeur, Gilles Sézional dresse le bilan des Jeux Olympiques de Tokyo et revient notamment sur la mise en place du premier PPF dont deux idées fortes sont à conserver avec pour volonté de responsabiliser les acteurs :

- En reconnaissant ceux qui sont capables de créer de la performance au travers de la « strate excellence », là où seuls les pôles France étaient visibles et accompagnés préalablement ;
- En laissant la main aux ligues pour construire un projet sportif pour la « strate accession ». Ainsi, plusieurs formes de CAF ont vu le jour, que la fédération a validé mais qui n'ont pour certains pas donné satisfaction. Après 4 ans, les ligues ont su fléchir de l'argent (ce qui est très positif) mais les résultats ne sont pas encore au niveau attendu.

Comme pour l'excellence, il faut cibler des sportifs plutôt que des structures fixes.

En parallèle de cette construction, l'Agence Nationale du Sport a été créée avec la mise en place d'une nouvelle strate dédiée à la « Très Haute Performance », en resserrant les exigences liées à la reconnaissance du statut de haut niveau.

Les niveaux d'exigence ont été différenciés plus spécifiquement :

- La très haute performance (= les médaillés mondiaux)
- La haute performance (= les équipes de France)
- L'accession (= population des médaillés internationaux jeunes)
- L'accession territoriale (= population régionale à suivre et qui œuvre à l'animation du territoire)

Le bilan des Jeux Olympiques est malheureusement conforme à ce qu'on pouvait attendre, avec néanmoins une déception en eau libre en la personne de Marc-Antoine Olivier.

En natation course, les athlètes présents depuis 2015 et avant, qui, à l'exception de la très belle performance de Florent Manaudou, n'ont pas été à leur niveau. Un niveau mondial qui a fortement progressé depuis Rio. Les jeunes quant à eux ont démontré tout leur talent et leur ambition pour la suite avec une mention spéciale pour Maxime Grousset et les chronos de Marie Wattel, Léon Marchand et Yohann Ndoye Brouard dans le top 8, Cyrielle Duhamel, Mewen Tomac et Antoine Viquerat qui se rapprochent des finales.

La Natation Artistique a réussi des performances jamais atteintes malgré la hiérarchie figée dans cette discipline.

Le plongeon a été à son niveau et manque de confrontation.

Fort de ces 2 constats, et en anticipation avec le DTN et l'ANS, la Fédération a recruté Jacco Verhaeren sur la très haute performance, qui va être pour la natation et l'eau libre un accélérateur dans notre progression et une valeur ajoutée dans l'accompagnement des athlètes et de leur environnement.

Denis Auguin, qui a quitté toutes ses fonctions auprès du club d'Antibes, assurera le suivi des meilleurs Juniors pour préparer les échéances 2028 et 2032.

Stéphane Lecat sera en charge du demi-fond et de l'eau libre. Il devra trouver des passerelles pour créer de la densité dans les épreuves où nous sommes les plus faibles.

Sur le mois de septembre, un bilan partagé des jeux sera établi entre la DTN et les entraîneurs ayant qualifié des athlètes et une concertation sera mise en place au travers de différentes visites de Jacco au plus près des clubs, des entraîneurs et des athlètes, afin de mettre en place une structuration et un cadre très précis.

En conclusion, la Fédération est à une étape charnière qui se conclura par un nouveau PPF 2022-2024, et qui permettra d'obtenir des résultats en forte progression pour 2024.

La crise sanitaire a accentué le fait que la France n'est pas une nation sportive comme peut l'être par exemple la natation anglaise qui a su anticiper en canalisant leurs moyens sur des programmes bien définis et qui a obtenu des résultats à Tokyo. Si nous voulons lutter au niveau mondial pour 2024 et 2028, le financement du sport est insuffisant.

Pour finir, il revient sur la tenue du Congrès de la LEN le 25 septembre à Budapest. Suite à la dernière campagne électorale pour laquelle il était candidat, les travaux se sont poursuivis avec plusieurs nations, avec l'appui d'Hussain Al Musallam récemment élu à la Présidence de la FINA. Ainsi, l'équipe LEN en place a été mise en minorité lors de ce Congrès où le budget a été voté de justesse (47 voix sur 43 voix) et le quitus n'a pas été donné au Bureau. 24 fédérations ont également remis une pétition pour demander la tenue d'un Congrès Extraordinaire en vue d'un changement de gouvernance. Si confirmé, la France l'organisera le 5 février 2022 à Paris.

2) Point sur la reprise de la saison et la relance

2.1 - Point licences

Au 31 août 2021 :

- ✓ - 92 322 licences de retard de date à date (-24%)
- ✓ - 1,370M€ de perte financière pour la FFN

Au 21 septembre 2021 :

- ✓ + 6711 licences de date à date
- ✓ +73 000 Euros de date à date pour la FFN

✓ Affiliations :

Des clubs sont encore bloqués pour dette FFN (prise de licences ou engagements aux compétitions) et pour dette pour la Ligue Grand Est.

Bernard Dalmon remercie les ligues concernées pour les échanges sur tous ces cas particuliers.

En ce qui concerne le problème des paniers, le cercle de compétence licences réfléchit actuellement sur des solutions à proposer.

Philippe Briout demande quels sont les leviers régionaux pour régler le problème d'un club d'Excellence de sa région non réaffilié à ce jour.

Gilles Séziane rappelle qu'il existe des obligations que tous les clubs d'excellence doivent respecter, dont le 100 % licences ; la Fédération ne peut plus donner de chèque en blanc. La DTN doit proposer un cadre strict concernant les obligations de ces clubs. Le signal doit être fort vis-à-vis des clubs qui auront ou pas joué le jeu fédéral.

Bernard Dalmon propose la mise en place d'une réunion en visio avec ce club afin d'échanger sur cette problématique.

2.2 - Appel à candidatures pour l'accueil de compétitions fédérales

Marc Deberghes lance un appel à candidature sur les organisations non encore pourvues pour 2022 :

Natation Course :

- Championnats de France N2 du 16 au 20 mars 2022
- Championnats de France Open d'Eté du 23 au 28 juillet 2022

Eau Libre :

- Championnats de France du 9 au 12 juin 2022

Maîtres :

- Championnats de France N2 Hiver du 11 au 13 février 2022

- Championnats de France N2 Eté du 20 au 22 mai 2022

Rappel des lieux validés :

Natation Course :

- Championnats de France N2 du 24 au 28 novembre 2021 à Béthune
- Championnats de France 50m du 9 au 12 décembre 2021 à Montpellier
- Championnats de France Jeunes « Lucien Zins » du 18 au 22 décembre 2021 à Rennes
- Championnats de France Juniors du 18 au 22 décembre 2021 à Massy
- FFN Golden Tour du 4 au 6 février 2022 à Nice
- FFN Golden Tour du 4 au 6 mars 2022 à Marseille
- Championnats de France 50m du 5 au 10 avril 2022 à Limoges
- Championnat de France Juniors du 24 au 29 mai 2022 à Chalon-sur-Saône
- Championnats de France Jeunes « Lucien Zins » du 13 au 17 juillet 2022 à Pau
- Coupe de France des Départements le 17 juillet 2022 à Pau

Maîtres :

- Championnats de France Hiver du 10 au 13 mars 2022 à Angers
- Championnats de France Interclubs du 2 au 3 avril 2022 à Tours
- Championnats de France Open de Natation Artistique du 18 au 19 juin 2022 à Colombes
- Championnats de France Eté du 23 au 26 juin 2022 à Mulhouse

Eau Libre :

- Championnats de France 5 km indoor le 29 janvier 2022 à Sarcelles
- Championnats de France de Nage Hivernale du 28 au 30 janvier 2022 à Samoëns

Natation Artistique :

- Championnats de France Hiver Jeunes et Juniors du 2 au 5 décembre 2021 à Montceau les Mines
- Championnats de France Juniors N1 et Elite du 11 au 16 avril 2022 à Angers
- Championnats de France Jeunes N1 et Elite du 23 au 29 mai 2022 à Sète
- Finale Nationale Avenirs et Jeunes et CF N1 séniors TC du 29 juin au 3 juillet 2022 à Bourg-en-Bresse
- Open de France à Paris (Georges Vallerey) – Dates à définir

Natation Estivale :

- Coupe de France des régions août 2022 à Bagnols-sur-Cèze (Occitanie)

Dans le cadre des recherches de lieux d'organisation, Basile Gazeaud informe de l'homologation en cours de trois importants bassins : Aulnay-sous-bois (50m) ; Châteauroux (25m) et Nevers (25m).

En complément, Marc Deberghes précise qu'il se rendra prochainement avec Marc Hanssler visiter les piscines de Martigues, du Mans et de Nantes.

Un mail d'appel à candidatures sera adressé dans les prochains jours aux ligues et une news publiée sur le site fédéral.

2.3 - Point Pass Sanitaire et Pass'Sport

Pass Sanitaire :

- Une adresse dédiée ➔ reseau.federal@ffnatation.fr
- Une FAQ mise à jour sur Extranat. Rappel : depuis le 30 septembre, le contrôle du Pass Sanitaire s'applique également aux 12-17 ans, avec une prise d'effet dès 12 ans et deux mois pour permettre dès la date d'anniversaire des 12 ans l'obtention d'un schéma vaccinal complet.
- Un Formulaire de consentement à disposition des clubs sur Extranat. Ce formulaire devra être personnalisé par chaque club souhaitant en disposer avant d'être transmise à leurs licenciés qui consentent à transmettre leur preuve de vaccination pour s'épargner des contrôles quotidiens.

Pass Sport :

- Une mise en œuvre enfin opérationnelle
- Un recours privilégié par nos structures et nos licenciés (Top 5 des fédérations)
- Un service support assuré par le CNOSF ➔ PassSport@cnoisf.org

2.4 - Présentation du partenariat GoMyPartner

Patrick Perez présente le nouveau partenariat initié par la Fédération mi-septembre avec GoMyPartner pour soutenir ses clubs et ses licenciés, avec pour objectif de :

- Favoriser le retour des licenciés en club au lendemain d'une saison sportive perturbée par le COVID-19 ;
- Continuer d'œuvrer au service des clubs et de leurs licenciés en proposant une solution de financement de projets sportifs gratuite ;
- Construire un engagement gagnant-gagnant entre les clubs, leurs partenaires et les licenciés.

GoMyPartner est une solution qui permet de financer son activité sportive lors de ses achats du quotidien. Grâce à cette innovation au service du sport français, les sportifs ou parents de sportifs peuvent récupérer des euros, en faisant leurs courses, dans l'une des 6 000 enseignes partenaires partout en France.

Pour ce faire il suffit de télécharger l'application GoMyPartner, importer la photo du ticket de caisse ou connecter directement la carte bleue dans l'application. GoMyPartner s'occupe de verser le cashback directement sur la cagnotte (ex : pour 100 euros dépensés chez Darty, je récupère 4 euros sur ma cagnotte personnelle). Le licencié a alors le choix entre demander un remboursement par virement bancaire (à partir de 30€ collectés), utiliser sa cagnotte directement dans l'application auprès des enseignes partenaires ou utiliser sa cagnotte pour financer les projets de son club.

Outre cette aide directe aux consommateurs, cet outil de « cash back » constitue également une nouvelle source de financement pour les clubs. En effet, GoMyPartner reverse à chaque club 10% des gains obtenus par les achats des licenciés du club. Il s'agit donc à la fois, d'un moyen de financement complémentaire pour les clubs, mais aussi, d'une source de revenus pour les licenciés.

Dans le cadre de ce partenariat, la FFN lance une opération spéciale pour la rentrée avec une aide à la prise de licence pour tous les sportifs, via un remboursement de 10 € sur le prix de leur cotisation jusqu'au 17 octobre. Cette offre s'ajoute à toutes les aides mises en place par le Gouvernement.

A noter que le club n'a aucun engagement, ce qui est réellement intéressant et doit être mis en avant par le réseau fédéral.

La présentation complète est jointe au présent compte-rendu.

Guilaine Faubourg fait part des difficultés rencontrées par les licenciés de la Réunion qui n'arrivent pas à valider leur RIB dans l'application et du fait qu'il n'y ait aucune enseigne partenaire sur l'île. Patrick Perez prend en compte ces remarques qui seront remontées à GoMyPartner.

3) Contractualisation

3.1 - Présentation de la nouvelle trame

Philippe Briout revient sur l'historique de la mise en place lors du dernier mandat de la contractualisation axée principalement sur le critère de la prise de licences. Un travail en cercle de compétence a débuté pour présenter la nouvelle trame de la contractualisation. Plusieurs pistes sont envisagées, dont un dispositif à deux étages avec un tronc commun à chaque ligue et une part plus régionale adaptée à chaque territoire.

Les enjeux actuels de la contractualisation :

- Le modèle de contractualisation actuel est limité à 9 Ligues et se noie dans d'autres dispositifs fédéraux ;

- Il ne résume pas tous les liens existants entre FFN et Ligues ;
- Le contrat d'objectifs est centré sur la prise de licence ;
- Les problématiques propres à chaque Ligue y sont mal prises en compte
- Le soutien financier fédéral manque d'effet-levier.

Proposition de déploiement d'un nouveau dispositif :

- Une convention-cadre commune signée par la FFN avec toutes les Ligues
- Une convention pluriannuelle sur la période 2022/2024, voire 2025
- Une première base de travail identique reprenant les fondamentaux de la collaboration FFN-Ligues
- Un projet de développement régional personnalisé à construire avec chaque Ligue

Les fondamentaux de la collaboration Ligues-FFN :

- Licence/Assurance
- Organisation de compétitions
- Projet de Performance Fédérale (PPF)
- Projets Sportifs Fédéraux (PSF)
- Labellisation
- Ethique et déontologie / Prévention des Violences sexuelles
- Centre Fédéral de Ressources
- Rayonnement fédéral
- Systèmes d'information
- Formation (INFAN/ERFAN)
- Médical
- Equipements

Construction du projet de développement régional :

- Mise en œuvre pendant le dernier trimestre 2021
- Rencontres et temps d'échanges entre la FFN et chaque Ligue
- Elaboration d'un diagnostic de développement
- Délimitation de l'accompagnement le plus adapté

Rétro planning de mise en œuvre :

- Validation politique auprès de la gouvernance exécutive des modalités de mise en œuvre
- Validation du budget affectée à la labellisation
- Rapprochement des ligues d'ici fin 2021 pour présenter la première trame et définir les pistes de développement
- Finalisation de tous les contrats premier semestre 2022

Gilles Sézionaliste insiste sur l'importance de la mise en œuvre de ce projet de développement. Il rappelle que la contractualisation avait pour but d'inciter les ligues en les intéressant financièrement au développement de certains projets. Aujourd'hui, il faut aller plus loin l'adaptant à chaque territoire. Chaque ligue doit être responsable du financement reçu sur tous les projets de développement fédéral. Philippe Briout distingue un premier socle relatif au partage des valeurs fédérales et une deuxième partie relative au plan d'action.

3.2 - Mise en place d'une nouvelle collaboration avec les Systèmes d'Information

Eric Bouté présente la mise en place d'une nouvelle collaboration entre la FFN/Ligues et les Systèmes d'Information.

Fin juin, un questionnaire a été diffusé auprès des correspondants informatiques régionaux. Il en est ressorti un manque de communication et d'échanges sur les applications, leurs évolutions, leurs

caractéristiques et problématiques. Il a également été fait mention de manques dans certains domaines (natation course, extraNat-pocket, eau libre...).

Pour y remédier, un premier rendez-vous d'information/formation sera mis en place avec les correspondants informatiques régionaux. Cette première rencontre permettra de présenter l'actualité des Systèmes d'Information de la Fédération, les opérations entreprises ces derniers mois (stabilisation et sécurisation des applications, augmentation de capacité serveur, prolongement de la saison Natation course, adaptations règlementaires suite au COVID...) et de présenter un bilan du questionnaire. Ce sera également le moment d'échanger et d'affiner les besoins et attentes des correspondants informatiques régionaux. Au regard des éléments recensés, un rendez-vous mensuel des correspondants sera organisé sur des thématiques plus précises.

L'objectif est de créer un Collectif d'entraide où chacun pourra accompagner ses collègues. Ces actions permettront aux correspondants informatiques régionaux de se sentir plus armés pour jouer pleinement leur rôle de support de 1er niveau auprès des utilisateurs.

Ces actions entreront dans le cadre de la contractualisation FFN/Ligues sur l'aspect des Systèmes d'Information sur le 1er socle.

Un 2ème socle pourrait comprendre, dans des conditions à définir, des interventions de formation à l'attention des clubs au sein des ligues.

Michel Sauget demande si les ligues seront sollicitées financièrement sur la réforme des Systèmes d'Information.

Laurent Ciubini répond qu'une solution est recherchée afin que les ligues n'aient pas à financer cette réforme avant 2022. Dans le cas contraire, ce financement se fera via la contractualisation.

Bernard Dalmon ajoute que le premier niveau mis en place dans les ligues permettrait également de soulager les services fédéraux des multiples sollicitations très chronophages.

3.3 - Point sur la structuration de l'INFAN et focus sur le lancement du CFA

Structuration de l'INFAN :

Cécile Gauffreteau présente l'organisation générale de l'INFAN et de l'équipe Formation.

L'INFAN en tant qu'Organisme de Formation de la FFN est chargé de :

- Organiser les formations définies dans le plan d'actions annuel de formation de la FFN
- Structurer le territoire en coordonnant certaines actions de formation des ERFAN
- Développer, gérer et coordonner le suivi administratif des contrats d'apprentissage (formations mises en œuvre par les ERFAN : UFA)
- En collaboration avec l'équipe technique Formation, il définit une politique nationale de formation permettant de proposer un encadrement de qualité pour tous les pratiquants (Cercle de Compétences Formation) et de construire une offre de formation qui prend en compte les évolutions sociétales, les besoins des structures fédérales en terme d'encadrement et de développement d'activités (enquête Amnyos).

La présentation complète est jointe au présent compte-rendu.

Lancement du CFA :

Vincent Vacherat informe que le CFA fédéral a été créé en 2020. Un premier contrat d'apprentissage test a été conclu la saison dernière, pour un MSN en Ile-de-France. Le fonctionnement du CFA et le modèle de conventionnement avec les ERFAN ont été validés par le bureau fédéral du 7 juillet 2021.

Rôles de l'INFAN et de l'ERFAN dans les formations en apprentissage :

- Ils conventionnent pour la mise en place de contrats d'apprentissage en région ;
- Les formations seront mises en œuvre par l'ERFAN ; l'INFAN prendra en charge les modalités administratives liées à l'apprentissage et proposera certaines actions :
 - o Aux apprentis : financement du premier équipement pédagogique et du permis de conduire, ateliers sur les techniques de recherche d'emploi...
 - o Aux maîtres d'apprentissage : formation à cette fonction, alimentation du CPF...

- Aux clubs employeurs : information, accompagnement dans les demandes de prise en charge financière auprès de l'AFDAS et de l'ASP...
- L'INFAN prend 10% sur chaque contrat au titre des prestations réalisées

Conditions à respecter pour pouvoir conclure un contrat d'apprentissage :

- Seul un diplôme professionnel ou un TFP peut être financé ;
- La formation en centre doit être égale à au moins 25% de la durée du contrat, ce qui représente 200h pour un contrat de 6 mois / 400h pour un contrat de 12 mois, soit environ 33h par mois de formation
- Être âgé de 17 à 29 ans révolus, sauf exception pour les sportifs de haut niveau et les personnes en situation de handicap (pas de limite d'âge)
- Être licencié à la FFN

Financement :

- Prise en charge des coûts pédagogiques de la formation via l'AFDAS :
 - DE JEPS : 10 100€/ MSN : 7 745€/ BPJEPS : 8 700€
- Ces montants correspondent à une formation en un an
- Aide forfaitaire supplémentaire pour les déplacements DROM-métropole
- Prise en charge de frais sous conditions :
 - Restauration : 3€par petit-déjeuner / 6€par déjeuner
 - Hébergement : 6€par nuitée (hébergement et dîner)
 - Frais de premier équipement pédagogique : jusqu'à 500€
 - Aide au passage du permis de conduire : 500€
- Aide exceptionnelle de l'Etat pour le salaire de l'apprenti pour les contrats conclus jusqu'au 31 décembre 2021 au plus tard : 5 000€pour un mineur et 8 000€pour un majeur
- Ces aides sont valables uniquement pour la première année de contrat
- Simulations : https://www.alternance.emploi.gouv.fr/portail_alternance/jcms/gc_5504/simulateur-employeur
- Simulation d'aide pour un apprenti MSN :
 - Âgé de 20 ans, pour un contrat d'un an dans un club entre 0 et 10 salariés : reste à charge de 12€/mois
 - Âgé de 25 ans, pour un contrat d'un an dans un club entre 0 et 10 salariés : reste à charge de 170€/mois
 - Âgé de 25 ans, pour un contrat d'un an dans un club de plus de 10 salariés : reste à charge de 200€/mois

Contrats en cours :

- 2 contrats en Ile-de-France pour du MSN ;
- 4 contrats en Normandie pour du BPJEPS ;
- 1 contrat en Bretagne pour du DEJEPS ;
- 7 contrats en Pays de la Loire pour du DEJEPS, du BPJEPS et du MSN.

4) Points divers

4.1 – Bilan de la campagne Labellisation 2020-2021 et perspectives futures

Catherine Arribé rappelle le contexte de mise en place de la labellisation :

- Réforme de la labellisation approuvée lors de l'AG de Bordeaux en avril 2019
- Objectifs de la réforme du dispositif Labellisation :
 - Prise en compte et intégration de la réforme de la licence en identifiant des indicateurs basés sur le nombre de licences dans les clubs
 - Rendre le dispositif plus simple et accessible pour les clubs et plus lisible auprès des partenaires institutionnels et du grand public

- Mise en application de la réforme à compter de la saison 2020-2021 avec un lancement de la campagne le 14 octobre 2020

La labellisation fédérale doit être :

- Un outil d'aide et d'accompagnement des clubs dans leur projet de structuration et de développement
- Un moyen de faciliter et d'harmoniser l'organisation administrative et technique des clubs
- Un levier de promotion et de reconnaissance des clubs au sein de leur territoire vis-à-vis du grand public, des partenaires institutionnels, des médias, des acteurs fédéraux, ...

Les principes :

- Démarche d'engagement volontariste des clubs
- Label décerné par le Comité Directeur Fédéral avec avis consultatifs de la Ligue et du CD
- Labellisation annuelle valable sur l'année sportive N en prenant en compte les données de l'année N-1
- Prérequis d'adhésion identiques pour tous les clubs :
 - o Nécessité de licencier chaque adhérent (100% licences)
 - o 2 ans successifs d'affiliation à la FFN
 - o Présence obligatoire du club sur les 2 dernières années AG de la Ligue et du Comité Départemental
 - o Nécessité de fournir un plan de développement + CR année N-1
- Demande de labels simplifiée via la mise en service de l'application «ExtraNat Labellisation» :
 - o Saisie informatisée du dossier
 - o Automatisation de la procédure de contrôle des critères et d'octroi des labels (les données sont directement vérifiées par Extranat)
- 3 indicateurs transversaux, définis par mention :
 - o Encadrement : valorisation des BF et formations spécifiques définis selon les labels
 - o Proportion de licences dans la catégorie d'âge concernée par le label
 - o Niveau de performance des compétiteurs (Liste SHN pour les labels PPF)

Les labels :

Deux catégories de labels octroyés afin de répondre à la fois à la problématique de structuration et à celle du niveau de pratique des clubs

- **Labellisation DEVELOPPEMENT** pour récompenser la structuration des clubs, avec 5 mentions :
 - o Santé qui regroupe les mentions NFBe et NFS
 - o Apprentissage avec les mentions ENF et EA
 - o Activités promotionnelles : manifestations estivales, Beach WP, Nagez Bougez, meeting national, Nuit de l'Eau, gala NA, ...
 - o Compétition de niveau régional
 - o Partenaire d'accession - compétition de niveau national
- **Labellisation PERFORMANCE** pour récompenser le niveau sportif
En s'appuyant sur le Projet de Performance Fédéral avec les deux mentions :
 - o Accession avec les CAF et CNAHN
 - o Excellence

Possibilité de cumuler les mentions du label développement avec celles du label performance.

L'accompagnement fédéral :

Pour les clubs labellisés "DEVELOPPEMENT" :

- Aide financière calculée en fonction du nombre de licenciés dans le club et le nombre de mentions délivrées

- Aide à la communication :
 - o Création d'un logo pour chaque mention
 - o Promotion du club sur le site Internet fédéral
 - o Envoi de courriers aux partenaires institutionnels du club
 - o Edition d'un diplôme "labellisation

Pour les clubs labellisés "PERFORMANCE " :

- Aide à la communication :
 - o Création d'un logo pour les 2 mentions du label
 - o Promotion du club sur le site Internet fédéral
 - o Envoi de courriers aux partenaires institutionnels du club
 - o Edition d'un diplôme "labellisation

La prise en compte du contexte de la crise sanitaire :

- La crise sanitaire a fortement perturbé l'activité des clubs qui ont tous été à l'arrêt à compter de la mi-mars 2019
- Cette situation a parfois engendré des difficultés pour certains clubs pour satisfaire les pré requis et/ou critères
- Dès lors, les élus de la FFN ont décidé d'accorder des dérogations et d'instruire les dossiers avec bienveillance et souplesse
- Tous les dossiers ont donc été étudiés, un par un dans un souci d'équité et d'harmonisation des résultats par les membres du CC labellisation
- Les dérogations accordées ont porté sur les présences aux AG, le % du nombre de compétiteurs, les officiels et le MSN

Les points de vigilance :

Les refus de mentions concernent essentiellement les critères formation avec :

- La mention Apprentissage option ENF et le BF2 qui n'est pas recyclé
- La mention Apprentissage option EA où l'éducateur n'est pas titulaire du diplôme fédéral EA ou à défaut, a suivi la formation AA
- La mention Santé avec les options NFS et NFBE où l'éducateur ne possède pas les diplômes fédéraux correspondants

Bilan campagne labellisation 2020 – 2021 :

- Au total, 366 clubs labellisés – 664 mentions délivrées comme suit :
 - o 274 mentions Apprentissage
 - o 75 mentions Santé
 - o 57 mentions Activités Promotionnelles
 - o 184 mentions Compétition Régionale
 - o 30 mentions Partenaire d'Accession
 - o 27 mentions Accession
 - o 17 mentions Excellence
- Un accompagnement financier fédéral à hauteur de 100 000 €
- Des points positifs :
 - o Un engouement des clubs avec un nombre de demandes de labels très important et un nombre record de mentions octroyées
 - o La mise en œuvre d'une démarche informatisée simplifiant le dépôt du dossier et la procédure de vérification et d'octroi des labels
 - o La mise à disposition d'outils partagés et un travail de collaboration avec les ligues dans l'instruction des dossiers
- Des axes d'amélioration :
 - o Un ajustement des indicateurs avec l'octroi de mentions basées davantage sur des notions de qualité et d'exigences

- Un recentrage des labels autour des activités phares des clubs : loisirs, compétition et santé
- Un renforcement de la communication en dotant les clubs d'un kit promotionnel afin qu'ils puissent valoriser localement l'obtention de leur(s) mention(s) auprès de leurs partenaires institutionnels et du grand public (lobbying territorial : subventions, créneaux, notoriété, image, ...)
- Un repliement de l'aide financière apportée aux clubs en mutualisant les dispositifs labellisation et contractualisation afin de faire émerger une véritable aide à destination du réseau fédéral

Philippe Briout apprécie la notion de label de qualité qui permettra au club, au même titre que les étoiles pour les hôtels, de « se vendre » auprès des partenaires institutionnels et privés. Un travail de simplification reste néanmoins à faire. Sur le plan financier, il estime que le crédit d'environ 100 000 euros alloué par la Fédération, s'apparente davantage à du saupoudrage, si on le rapporte aux 400 clubs labellisés (de 90 à 450 Euros). Un effort de fléchage financier est à faire sur la contractualisation et l'aspect financier doit être décorrélé de la labellisation.

Stéphane Metzger fait part de l'incompréhension de certains clubs face aux raisons de refus d'un label. Afin que la Ligue puisse leur apporter une explication, serait-il possible d'avoir un retour fédéral personnalisé des motifs de refus.

Catherine Arribé répond que cela peut être fait ; à noter que la plupart des motifs de refus sont principalement liés à la Formation.

Michel Sauget demande des précisions sur l'échéancier de la campagne de labellisation 2021-2022.

Philippe Briout explique que la labellisation précédente pourrait être prorogée pour la saison 2021-2022 afin de permettre au cercle de compétence de disposer d'un délai de travail suffisant pour faire émerger des propositions d'amélioration pour la saison 2022-2023. Cette proposition sera statuée lors du prochain Bureau du 13 octobre.

4.2 - Point ANS Equipements 2021

Basile Gazeaud informe que l'enveloppe 2021 a été instruite. Il met l'accent sur :

- la collaboration avec l'ANDES (Association Nationale des Elus en charge du Sport) qui joue le jeu des préconisations fédérales ➔ position de force au Comité de programmation de l'ANS ;
- Le maintien d'un effet-levier pour les projets à grosse plus-value fédérale ;
- Une irruption des projets de bassins mobiles dans l'enveloppe ANS mal maîtrisée ;
- Un positionnement politique à caler dans la perspective d'une année 2022 charnière.

4.3 - Bilan PSF 2020-2021

Catherine Arribé détaille le bilan de la campagne PSF 2020-2021.

PSF 2021			
Nombre de structures	Nombre d'actions OSIRIS financées	Montant sollicité	Somme proposée à l'ANS
316 clubs	956	4 135 596 €	894 150 €
55 comités	186	536 550 €	228 150 €
15 ligues	108	1 246 420 €	454 300 €
Total : 386	1250	5 918 566 €	1 576 600 €

A noter :

- Une enveloppe ANS supérieure à 2020 qui s'explique par le plan de relance à hauteur de 300 000 Euros et les crédits pour l'accession HN pour les CAF.

- Une campagne perturbée par la crise sanitaire avec des actions reportées et des crédits redéployés sur 2021 par rapport aux actions 2020, mais qui s'est plutôt bien déroulée.

Le travail collaboratif Ligue/FFN a permis la mise en place d'une méthodologie de travail avec un cadrage, des outils et un accompagnement :

- La désignation de référents régionaux PSF, comme interlocuteurs privilégiés pour la FFN ;
- Un cahier des charges définissant les rôles et missions respectives entre les ligues et la FFN ;
- L'organisation de 2 webinaires avec les référents régionaux PSF pour donner les informations et explications de travail ;
- La formalisation d'outils partagés :
 - o Deux guides méthodologiques : un à destination des clubs pour accompagner le travail d'élaboration du dossier et un, à destination des référents PSF pour engager le travail d'instruction des dossiers,
 - o Un fichier d'instruction
- Un dialogue et une lecture croisée des avis des dossiers clubs et comités avant l'organisation des commissions nationales ;
- Une disponibilité permanente des équipes fédérales pour conseiller les ligues et répondre aux questions des clubs ;
- La participation et l'animation de webinaires régionaux : Nouvelle Aquitaine, Pays de la Loire, Normandie, Hauts-de-France.

Les perspectives PSF 2022 :

- Consolider le réseau des référents régionaux PSF et poursuivre le travail d'accompagnement et de formation pour apporter plus d'autonomie et d'expertise ;
- Anticiper encore davantage le lancement de la campagne ;
- Améliorer les outils d'accompagnement avec l'élaboration :
 - o d'un guide pour aider à la formalisation des fiches actions du dossier de demande de subvention
 - o d'une fiche technique pour aider à l'élaboration d'un budget prévisionnel
- Prioriser le catalogue d'actions en fléchant les actions fédérales éligibles ;

La présentation complète est jointe au présent compte-rendu.

4.4 - Regroupement des Agents de Développement à l'automne

Basile Gazeaud informe que le prochain rendez-vous du Réseau Fédéral se tiendra à l'automne. L'objectif est de faire venir au siège fédéral un agent de Développement ou collaborateur de la ligue, dans l'optique d'une session de formation et de sensibilisation aux actions de développement déjà évoquées ou à venir.

Gilles remercie l'ensemble des services de la Fédération pour la qualité du travail fourni. Il attend maintenant avec impatience la restructuration de la DTN qui devrait donner les mêmes résultats que la restructuration des services fédéraux pilotée par Laurent. Beaucoup de travail nous attend encore. Il est de la responsabilité des Présidents de ligues de comprendre les enjeux des financements qui doivent être mis au service du développement de nos territoires au sein d'un projet fédéral structuré.

Les débats sont clos à 16h10.

La Secrétaire Générale
Dominique CUPILLARD

Le Président
Gilles SEZIONALE